

Afrique du Sud – La croissance sud-africaine continue de glisser, pour atteindre 0,2% en 2019

L'agence nationale des statistiques a annoncé une nouvelle contraction de l'activité au quatrième trimestre, faisant entrer l'Afrique du Sud en récession. Comme au troisième trimestre, la quasi-totalité des secteurs ont vu leur activité se contracter, en particulier les transports et la distribution – alors que le secteur financier et celui des mines ont légèrement soutenu l'activité. In fine, pour l'ensemble de l'année 2019, l'économie poursuit son ralentissement, avec une croissance de 0,2%, soit un niveau nettement inférieur à ce qui était anticipé en début d'année. Suite à la publication de ces chiffres, les analystes devraient revoir leurs prévisions de croissance à la baisse pour 2020 – sous la barre des 0,5% pour la plupart.

1. Mardi 3 mars, l'agence nationale des statistiques StatsSA a annoncé une seconde contraction consécutive de l'activité au quatrième trimestre, faisant entrer l'Afrique du Sud en récession. Après s'être contractée de 0,8% au troisième trimestre (variation trimestrielle annualisée), l'activité a encore diminué de 1,4% au quatrième. Le PIB enregistre ainsi son troisième trimestre de croissance négative en 2019 et l'économie sa seconde période de récession depuis l'arrivée à la présidence de Cyril Ramaphosa – avec en toile de fond, outre les nombreux défis rencontrés par l'économie sud-africaine, la reprise des délestages électriques à un niveau jamais atteint au mois de décembre, ce qui affecte directement la production, mais aussi la confiance des agents et *in fine* la demande interne.

2. Comme au troisième trimestre, la quasi-totalité des secteurs ont vu leur activité se contracter. Le secteur des transports a été le principal responsable de cette contraction (-7,2% et une contribution négative à la croissance de -0,6pp), enregistrant par la même occasion son quatrième trimestre de croissance nulle ou négative. Cette mauvaise performance concerne tous les modes de transport. Elle s'explique par la faiblesse générale de l'activité sud-africaine qui se répercute sur le secteur intervenant en support des autres industries. Les difficultés financières et opérationnelles rencontrées ces derniers mois par les entreprises publiques *Prasa* et *Transnet*, mais surtout *South African Airways* ont aussi pesé sur les résultats du secteur. La contraction de l'activité est également attribuable au secteur de la distribution et de l'hôtellerie (-3,8% et -0,5pp), qui a été touché par une baisse du commerce de gros et des ventes d'automobiles – subissant notamment la chute de confiance des ménages qui reportent leur décision d'achat de biens durables. Dans une proportion moindre, l'activité a aussi diminué dans l'industrie manufacturière, l'agriculture et la construction (contribution négative de -0,2pp chacun), trois secteurs en proie à d'importantes difficultés depuis le début de l'année 2019.

3. Au cours du quatrième trimestre, seuls les secteurs financier et minier ont soutenu l'activité, bien qu'insuffisamment pour compenser les mauvaises performances des 2 autres secteurs. Le secteur de la finance (comprenant les services supports aux entreprises) a encore confirmé son statut de pilier de l'économie sud-africaine (+2,7% et +0,6pp), le seul qui dynamise la croissance sans faiblir trimestre après trimestre – contrairement à la plupart des pays, les résultats du secteur financier sud-africain sont très peu corrélés à l'activité domestique puisqu'ils fournissent des services pour l'ensemble de la sous-région, voire pour le continent. Malgré la reprise des délestages électriques en décembre, l'industrie minière a progressé (+1,8% et +0,1pp) – soutenue par la production de platine, de fer et d'or – mais partant d'une base très faible puisque le secteur a enregistré une contraction au cours de six des huit derniers trimestres.

4. Après deux trimestres consécutifs de hausse qui avaient laissé espérer une reprise de l'investissement, ce dernier a lourdement rechuté (-10% et -2pp – la plus forte baisse depuis décembre 2015) – en lien avec les faibles perspectives de reprise (au niveau national et international) et une confiance au plus bas de la communauté d'affaires comme des ménages. Ainsi, la consommation des ménages progresse (+1,4% et +0,8pp) mais reste déprimée – se limitant aux biens de première nécessité, elle ne joue plus son rôle habituel de moteur de l'économie. Par ailleurs, l'écoulement des stocks a satisfait une grande partie de la demande (contribution négative de -3,3pp). Concernant le secteur externe, on observe une amélioration de la balance commerciale (contribution positive de 3,4pp) qui s'explique principalement par la baisse des importations (-8,5% et +2,7pp), et notamment des achats de machines et équipement (en relation avec la baisse de l'investissement).

5. In fine, pour l'ensemble de l'année 2019, le PIB a progressé de moins de 0,2% en 2019, soit un niveau nettement inférieur à ce qui était anticipé en début d'année. La croissance poursuit donc son ralentissement après 0,8% en 2018 et 1,4% en 2017, freinée par un climat international déprimé mais surtout par des difficultés internes – défaut de confiance des investisseurs et des ménages dans un environnement risqué et instable, dégradation de la qualité des services, faible concurrence, etc. Dans ce contexte défavorable, la situation sociale est aussi très dégradée – le chômage a atteint plus de 29% de la population active à la fin du quatrième trimestre.